

Partisans et adversaires du maintien du Royaume-Uni au sein de l'Union européenne au coude-à-coude dans les sondages à un mois du référendum

Corinne Deloy

Analyse

Les citoyens britanniques, ainsi que ceux des pays du Commonwealth ou de l'Irlande résidant au Royaume-Uni et inscrits sur les listes électorales du Royaume-Uni depuis au moins 15 ans, les citoyens du Commonwealth résidant à Gibraltar et les membres de la Chambre des Lords décideront le 23 juin prochain de l'avenir du Royaume-Uni au sein de l'Union européenne. Ils sont appelés à répondre à la question suivante : « *Le Royaume-Uni doit-il rester un membre de l'Union européenne ou quitter l'Union européenne ?* » (*Should the United Kingdom remain a member of the European Union or leave the European Union?*)

Les Britanniques vivant à l'étranger sont également autorisés à participer au référendum. Pour ce faire, ils doivent avoir été inscrits sur les listes électorales avant de quitter le Royaume-Uni, vivre à l'étranger depuis moins de 15 ans et s'être enregistrés avant le 16 mai [1].

La campagne officielle pour le référendum a débuté le 15 avril dernier, un mauvais moment pour le Premier ministre David Cameron (Parti conservateur), dont le nom est apparu à ce moment précis dans la liste des détenteurs de comptes dans les paradis fiscaux du Panama. La publication de documents confidentiels issus du cabinet d'avocats panaméen Mossack-Fonseca a en effet révélé que le chef du gouvernement britannique avait omis de notifier les parts qu'il possédait dans le compte *offshore* de son père dans la déclaration de patrimoine qu'il a effectuée lors de sa prise de fonction.

1. <https://www.gov.uk/register-to-vote>

2. <https://www.gov.uk/government/speeches/eu-speech-at-bloomberg>

3. http://www.consilium.europa.eu/fr/meetings/european-council/2016/02/EUCO-Conclusions_pdf/

LA GENÈSE DU VOTE DU 23 JUIN

En janvier 2013 [2], le Premier ministre David Cameron s'est engagé à organiser un référendum sur le maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne d'ici la fin de l'année 2017 en cas de victoire de son parti aux élections législatives prévues en mai 2015. Il existait alors au sein de son parti de vives dissensions

sur l'Europe et il entendait par là les calmer. Reconduit au 10 Downing Street avec la majorité absolue le 7 mai 2015, David Cameron a rapidement commencé à négocier avec ses partenaires européens dans le but d'obtenir certaines mesures favorables à son pays en échange du soutien du gouvernement britannique au maintien de Londres au sein de l'Union européenne lors du référendum.

Le 19 février dernier, le Conseil européen [3] a donc adopté un projet qui octroie un « statut spécial » au Royaume-Uni qui s'appliquera si le pays choisit de rester dans l'Union européenne. Le texte indique que « *l'union sans cesse plus étroite* » mentionnée dans les traités européens ne signifie pas une avancée vers plus d'intégration et ne s'impose pas au Royaume-Uni. Il stipule qu'une majorité de 55% des parlements nationaux pourra désormais disposer d'un « carton rouge » pour bloquer un projet de directive européenne et qu'un « frein d'urgence » (*emergency brake*) en matière d'accès des immigrés européens à certaines prestations sociales sera mis en place pour une période définie en cas de « *saturation des services publics* ».

Les mesures obtenues par David Cameron n'ont cependant absolument pas convaincu les eurosceptiques britanniques.

Le vote du 23 juin prochain est capital, pour le Royaume-Uni et pour l'Union européenne. « *Le*

référendum est plus important que des élections législatives et représente la chance d'une vie pour une génération de Britanniques » a déclaré David Cameron. Si le Royaume-Uni décide de quitter l'Union européenne, il ne bénéficiera plus des dispositions du marché unique et devra renégocier l'ensemble des relations commerciales qu'il entretient, avec l'Union européenne comme avec tous les Etats liés à cette dernière par un traité. De même, Londres n'émargera plus à aucun fonds européen (agricole, régional, social, etc.).

Si David Cameron et la très grande majorité de son gouvernement se sont engagés en faveur du maintien du pays au sein de l'UE, le Parti conservateur reste très divisé sur le sujet. Le dirigeant du parti travailliste, Jeremy Corbyn, fait mollement campagne et a annoncé qu'il prendra des vacances! Les deux dirigeants ont été désavoués lors des élections locales et régionales qui se sont tenues le 5 mai dernier. Le

chef du gouvernement a échoué à conserver la mairie de Londres : son candidat Zac Goldsmith a été battu par le travailliste Sadiq Khan. De son côté, Jeremy Corbyn a subi un revers en Ecosse.

Enfin, comme de nombreux pays européens, le Royaume-Uni est touché par le rejet de la classe politique traditionnelle, ce qui fait que toute campagne électorale, et notamment celle d'un référendum, constitue un exercice périlleux.

Les dernières enquêtes d'opinion donnent partisans et adversaires du « Brexit » au coude-à-coude avec un léger avantage à ces derniers.

Les enquêtes d'opinion montrent que les Britanniques les plus âgés (+ de 55 ans) sont plus enclins à souhaiter que leur pays quitte l'Union européenne (environ 70%) tandis que les plus jeunes (- de 25 ans) sont majoritairement favorables au maintien (75%).

Date du sondage	Institut d'opinion	Pour le maintien	Pour la sortie	Ne sait pas
18-22 mai	ORB	55%	42%	3%
17-19 mai	Opinium	44%	40%	14%
16-17 mai	YouGov	44%	40%	12%

« *Les gens sont tiraillés entre des intérêts contradictoires. Beaucoup pensent qu'une sortie aurait un impact négatif sur la situation économique, mais ils sont également convaincus qu'un statu quo se traduirait par un accroissement de l'immigration* » indique John Curtice, professeur de science politique à l'université Strathclyde de Glasgow. « *Le fait de vivre sur une île nous a évité d'être envahis au cours du XXe siècle. Nous avons participé aux deux guerres mondiales, nous avons connu le Blitz, mais, à la différence des autres Etats membres de l'Union européenne, jamais un soldat allemand n'a posé le pied sur notre sol, nous n'avons donc pas vécu ces conflits avec la même intensité. Pour cette raison, et peut-être parce que le projet communautaire n'a pas su s'incarner, nous ne nous sentons pas plus Européens à ce jour qu'il y a 40 ans,* » ajoute-t-il.

LE CAMP DE LA SORTIE DE L'UNION

Les partisans du *British Exit* (*Brexit*) mettent en avant la nécessité pour les Britanniques de retrouver leur souveraineté, notamment en matière d'immigration qui constitue un facteur majeur d'hostilité à l'égard de l'Union européenne. Favorables au marché unique, ils ne supportent toutefois plus les contraintes des réglementations émises par Bruxelles. Pour eux, l'Union européenne constitue un frein à la puissance économique et à la liberté d'entreprendre, un facteur de risque en raison de son absence de croissance et de la crise de la dette. Le 16 mai, plus de 300 hommes d'affaires, convaincus de meilleures opportunités d'avenir de leurs entreprises hors de l'Union européenne, ont signé un texte dans le quotidien *The Daily Telegraph*. « *En dehors de l'Union européenne, les entreprises britanniques seront libres de croître plus vite, de s'étendre sur de*

nouveaux marchés et de créer davantage d'emplois. C'est le moment de voter pour partir et de reprendre en main notre destinée. Nous pensons que la compétitivité du Royaume-Uni est sapée par notre appartenance à une Union européenne en plein échec ».

Les pro-Brexit regrettent enfin l'absence de responsabilité qui, selon eux, règne au sein de l'Union européenne où il est par exemple impossible de révoquer le Parlement européen par un vote de défiance.

Parmi les partis politiques, le Brexit est l'option défendue depuis toujours par le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP). « *Loin d'être un facteur de paix, l'Union européenne a augmenté l'hostilité en Europe* » a déclaré son dirigeant Nigel Farage. Le Parti unioniste démocrate (DUP) en Irlande du Nord, l'Alliance du Peuple avant les profits (PBP), parti d'extrême gauche et la Voix unioniste traditionnelle (TUV), sont les 3 autres partis favorables au Brexit.

Certains membres du Parti conservateur au pouvoir sont favorables au retrait du pays de l'Union européenne. L'ancien maire de Londres (2008-2016), Boris Johnson, en est le principal représentant. Selon lui, l'Union européenne est une « *vieille idéologie absolutiste incapable de contrôler l'immigration* ». « *Napoléon, Hitler et d'autres ont essayé d'unifier l'Europe et les choses se sont terminées de façon tragique. L'Union européenne poursuit le même objectif en utilisant des méthodes différentes* ».

LES PARTISANS DU MAINTIEN DANS L'UNION EUROPÉENNE

La grande majorité des partis politiques britanniques sont favorables au maintien du pays au sein de l'Union: le Parti travailliste, le Parti libéral-démocrate (Lib-Dem), le Plaid Cymru, le Parti vert, le Parti national écossais (SNP), le Sinn Féin (SF), le Parti social-démocrate et travailliste (SDLP), le Parti Alliance d'Irlande du Nord, le Parti unioniste d'Ulster (UUP) et une large partie des Conservateurs au pouvoir.

Pour convaincre ses compatriotes de voter en faveur du maintien du pays dans l'Union européenne le 23

juin prochain, le Premier ministre David Cameron s'appuie principalement sur la menace que, selon lui, constituerait une sortie « *L'économie britannique dépend beaucoup plus de l'Union européenne que l'inverse (...) Bruxelles achète 44% des exportations britanniques (...) 2 millions de Britanniques vivent dans l'un des 27 autres Etats membres de l'Union, profitant du principe de l'égalité de traitement (...) Londres jouit déjà d'un « statut spécial » en Europe* » lit-on dans le *Processus de retrait de l'Union européenne*, document publié par le gouvernement.

Pour le Premier ministre, une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne est « *la dernière chose dont l'économie britannique a besoin* ». « *Aucun des arguments en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne ne peut contrer le choc immédiat et à long terme que subirait l'économie britannique* » a-t-il ajouté. « *Si nous votons pour sortir de l'Union le 23 juin prochain, nous voterons pour l'augmentation des prix, pour la baisse de l'emploi, pour le ralentissement de la croissance, peut-être même pour une récession* » a précisé David Cameron.

« *La coopération la plus étroite possible avec nos voisins européens est essentielle (...) C'est dans l'intérêt du Royaume-Uni de maintenir un objectif commun en Europe pour éviter de futurs conflits entre les pays européens* » a-t-il encore indiqué, précisant que le Brexit signerait la fin de l'adhésion britannique à la Banque européenne d'investissement (BEI), institution qui a injecté 16 milliards £ dans des projets britanniques au cours des 3 dernières années.

Le chancelier de l'Echiquier (ministre des Finances), George Osborne, évoque une possible récession en cas de sortie [4] : « *ou les familles verront leurs revenus reculer à cause d'une inflation plus forte ou la croissance sera plus faible, ce qui pénalisera l'emploi et les salaires. Ce serait un résultat perdant-perdant* ». Le Département du Trésor a menacé les Britanniques d'un « *appauvrissement* » et d'une baisse du PIB pouvant aller jusqu'à 9%.

La Banque d'Angleterre (BoE) a également mis les électeurs en garde : « *l'économie britannique pourrait connaître une croissance considérablement moins élevée (les prévisions pour le trimestre en cours ont été ramenées à 0,3% au lieu de 0,5%, soit le plus*

4. <https://www.gov.uk/government/organisations/hm-treasury>

faible taux de croissance depuis le début de la crise), *un taux d'inflation nettement plus fort, une chute importante de la livre* (la BoE considère que la chute du cours de la monnaie nationale au cours des 6 derniers mois est déjà pour moitié due au climat d'incertitude créé par le référendum) *et une hausse du taux du chômage si le Brexit l'emportait dans les urnes* ». « *La sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne pourrait plonger le pays dans la récession* » estime le gouverneur de la Banque Mark Carney, qui a aussi mis en garde contre une baisse des investissements directs étrangers dans le pays en cas de sortie du pays de l'Union « *Une proportion substantielle du financement (du déficit des comptes courants) passe par les investissements directs étrangers et il apparaît que l'une des considérations prise en compte pour une partie de ces derniers tient au statut du Royaume-Uni par rapport à l'Union européenne* » a-t-il souligné.

Une sortie entrainerait la disparition d'au moins 100 000 emplois dans les services financiers selon une étude du *think-tank* JWG. La facture du Brexit serait de 22,2 milliards € pour les services financiers britanniques, qui représentent environ 10% du PIB du pays et aucun accord commercial ne pourra plus être négocié avec les 27 autres Etats membres avant une dizaine d'années. « *Je ne vais pas vous dire que l'Union européenne est parfaite. C'est une organisation qui a besoin d'être réformée. Mais je pense que les changements que j'ai obtenus sont importants pour le pays, pour le rendre plus fort économiquement. Au niveau mondial, cela nous permettra également d'avancer et de nous protéger du terrorisme* » a affirmé David Cameron.

Les travaillistes, et notamment leur dirigeant Jeremy Corbyn, défendent le maintien au sein de l'Union européenne pour pouvoir la modifier. « *L'Union européenne pourrait faire tellement mieux si nous avions un gouvernement qui faisait les bons choix et qui avait les bonnes priorités. C'est pourquoi nous votons pour rester en son sein, réformer et travailler au sein de l'Europe afin d'améliorer la vie des gens au Royaume-Uni* » a déclaré Jeremy Corbyn. Opposé à l'adhésion de son pays à l'Union européenne en 1975, au traité de Maastricht en 1992, au traité établissant une Constitution pour l'Europe en 2005, au traité de

Lisbonne en 2009, le dirigeant du Labour affirme que Bruxelles permet de contenir les velléités libérales des Conservateurs, notamment en matière de dérégulation du marché du travail et de privatisations. En s'engageant pour le maintien, Jeremy Corbyn, représentant de l'aile gauche du parti, joue la carte du rassemblement des travaillistes.

Cependant, contrairement à ce qui s'est passé lors du référendum du 18 septembre 2014 sur l'indépendance de l'Ecosse, le Labour a refusé de faire campagne avec le Parti conservateur. De cette façon, en cas de *Brexit*, le Labour pourra aisément faire du Premier ministre le responsable de la défaite et non les Travaillistes qui souhaitent eux « *changer l'Union* ».

Enfin, selon les enquêtes d'opinion, les trois quarts des chefs d'entreprises britanniques sont favorables au maintien du pays dans l'Union européenne. Il en va de même pour 282 artistes qui ont signé le 20 mai une tribune dans le quotidien *The Guardian* « *De la plus petite galerie d'art au plus grand blockbuster, nous sommes nombreux à avoir travaillé sur des projets qui n'auraient jamais vu le jour sans le financement indispensable de l'Union européenne ou sans coopération transfrontalière (...)* En faisant partie de l'Europe, le Royaume-Uni n'est pas seulement plus forte mais également plus imaginative et plus créative ».

LES SOUTIENS EXTERNES

Les partisans du maintien du Royaume-Uni au sein de l'Union ont reçu le soutien de nombreux dirigeants étrangers : Shinzo Abe, Xi Jinping et Barack Obama [5]. Le président des Etats-Unis s'est clairement exprimé contre la sortie de Londres de l'Union européenne. « *Le Royaume-Uni ne sera pas rapidement en mesure de négocier des accords commerciaux bilatéraux parce que notre priorité à nous Etats-Unis est de négocier avec le grand bloc, l'Union européenne. Le Royaume-Uni se retrouvera en fin de liste* » a-t-il averti.

La directrice générale du FMI, Christine Lagarde, a affirmé que si Londres décidait de quitter l'Union européenne, le pays pourrait connaître un krach boursier, une baisse du prix des logements, un effondrement de la livre, une hausse des prix, une récession, la dégradation du statut

5. <http://www.robert-schuman.eu/fr/questions-d-europe/0390-une-europe-forte-unie-reste-une-necessite-pour-nous-tous>

de Londres comme centre financier mondial et encore la délocalisation du principal marché des changes vers une autre ville située à l'intérieur de la zone euro. « Nous avons examiné tous les scénarios. Nous avons fait notre devoir et nous n'avons rien trouvé de positif à dire sur le Brexit. Celui-ci entraînerait un manque à gagner compris entre 1,5% et 9,5% du PIB britannique et mettrait à mal la domination de Londres comme place financière. L'éventail des conséquences s'étale de plutôt mauvaises à très, très mauvaises » a-t-elle indiqué, ajoutant « Si les Britanniques décident de rester dans l'Union européenne, la croissance pourrait en revanche rebondir et passer d'un peu moins de 2% cette année à 2,2% ou 2,3% à moyen terme ».

L'OCDE estime qu'un départ du Royaume-Uni de l'Union européenne provoquerait un « grave choc ». La perte de l'accès au marché unique (comme à une

cinquantaine de pays liés à Bruxelles par des accords) entraînerait une baisse du PIB britannique de 3% à l'horizon de 2020, soit 2 200 £ (2 839 €) par ménage, et de 5% dix ans plus tard, soit 3 200 £ (4 123 €) par foyer. L'OCDE fixe le coût du Brexit à près de 8 points de PIB.

En quittant l'Union, Londres ferait certes l'économie de son actuelle contribution nette au budget européen, mais celle-ci ne représente que 0,3% à 0,4% du PIB.

« Chaque fois qu'il nous faudra choisir entre l'Europe et le grand large, nous choisirons le grand large » avait affirmé Winston Churchill en 1944. Mais le grand large est-il encore une option dans un monde globalisé lorsque l'on représente 3% de l'économie mondiale et moins de 1% de la population de la planète ?

43 ans après leur adhésion, les Britanniques décident de quitter l'Union européenne

Le 23 juin, les Britanniques ont choisi de quitter l'Union européenne. A la question qui leur était posée (Le Royaume-Uni doit-il rester un membre de l'Union européenne ou quitter l'Union européenne ? », *Should the United Kingdom remain a member of the European Union or leave the European Union?*), une majorité des électeurs (51,9%) ont répondu « quitter l'Union européenne » tandis que 48,1% ont voté en faveur du maintien. La participation s'est élevée à 72,2%.

Résultats

Les clivages géographiques et générationnels sont clairement observables dans les résultats de cette consultation. Ainsi, seuls l'Angleterre (53,4%), notamment la partie Est, à l'exception de Londres, et le Pays de Galles (52,5%) ont voté majoritairement en faveur du *Leave* tandis que l'Ecosse (62%) et l'Irlande du Nord (55,8%) ont choisi le *Remain*. Beaucoup craignent d'ailleurs que le référendum du 23 juin renforce les lignes de rupture entre les différentes entités du royaume. En Irlande du Nord, le Sinn Fein a déjà réclamé un référendum d'union avec la partie méridionale de l'île ; le Parti national écossais (SNP) brandit la menace d'un nouveau référendum sur l'indépendance de l'Ecosse.

Selon l'enquête sortie des urnes réalisée par l'institut d'opinion YouGov, les trois quarts des électeurs âgés de 18 à 24 ans (66%) et la moitié des 25-49 ans (52%) ont voté pour le *Remain* tandis que 58% des 50-64 ans ont préféré le *Leave* comme 62% des plus de 65 ans. Le vote en faveur du maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne est arrivé largement en tête dans les villes étudiantes que sont Cambridge, Oxford, York, Liverpool, Manchester ou Bristol.

Plus généralement, les jeunes, les personnes les plus diplômées et les urbains ont voté pour le maintien du Royaume-Uni au sein de l'Union européenne tandis que les plus âgés, les personnes peu diplômées et les ruraux ont fait le choix inverse.

Référendum au Royaume-Uni

23 juin 2016

Le *Brexit* (*Britain exit*), soit la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, témoigne bien entendu du désamour des Britanniques à l'égard de Bruxelles. Il pourrait avoir un effet domino (aux Pays-Bas, le populiste Geert Wilders (Parti de la liberté, PVV) a déjà promis d'organiser la sortie de son pays de l'Union si son pays remporte les

élections législatives prévues au printemps 2017). Il laisse entrevoir la possibilité d'une déconstruction de l'Union européenne après des années d'élargissement continu. La désaffection du Royaume-Uni constitue l'échec le plus important de l'histoire de l'Europe et devrait profondément modifier le visage de cette dernière.

Résultats du référendum sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne du 23 juin 2016

Participation : 72,2%

Pays	Le Royaume-Uni doit quitter l'Union européenne		Le Royaume-Uni doit rester un membre de l'Union européenne	
	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis
Royaume-Uni	17 410 742	51,90	16 141 241	48,10
Angleterre	15 188 406	53,40	13 266 996	46,60
Ecosse	1 018 322	38	1 661 191	62
Pays de Galles	854 572	52,50	772 347	47,50
Irlande du Nord	349 442	44,20	440 437	55,80

Source : <http://www.electoralcommission.org.uk/i-am-a-journalist/electoral-commission-media-centre/news-releases-referendums/official-result-of-the-eu-referendum-is-declared-by-electoral-commission-in-manchester>

LA POSITION PARTICULIÈRE DES BRITANNIQUES

Depuis leur adhésion en 1973, les Britanniques ont toujours eu un pied au-dedans et un pied au-dehors de l'Union européenne.

Certains des défenseurs du Brexit, comme ceux du groupe Vote Leave, emmenés par l'ancien maire de Londres (2008-2016), le conservateur Boris Johnson, sont d'ardents partisans du libéralisme économique qui, durant la campagne électorale, ont mis en avant la souveraineté britannique quand d'autres, conduits par Nigel Farage (Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni, UKIP) du groupe *Leave EU*, exprimaient avant tout leur hostilité à l'immigration.

Les premiers, favorables au marché unique, ne supportent plus les régulations émises par Bruxelles, qui, selon eux, contraignent les entreprises comme les citoyens. Pour eux, l'Union européenne constitue un frein à la puissance économique et à la liberté d'entreprendre. Elle est également un facteur de risque

important en raison de son absence de croissance et de la crise de la dette. Les seconds voient dans l'adhésion de leur pays à l'Union européenne une perte de souveraineté et veulent retrouver le contrôle de leurs frontières.

« Les populations rendent responsables de leur insatisfaction la direction du Parti travailliste, l'establishment, les immigrés, les banquiers et l'Union européenne, tous dans un même sac. Ce référendum est lié à une question très polarisante : l'immigration. Lors du dernier référendum, en 1975, l'immigration n'était pas un sujet. Désormais, les petits revenus blâment les immigrés, et pas le gouvernement, pour leurs problèmes, leurs bas salaires. Voter *Brexit*, c'est prendre sa revanche sur l'injustice de la vie » a indiqué Vernon Bogdanor, professeur au King's College et à l'université d'Oxford. « Le vote *Leave* serait une forme de révolution dans un pays qui n'en a pas connu. Ce serait la première fois au Royaume-Uni que le résultat d'un vote, d'un référendum irait à l'encontre du gouvernement et du parlement » affirmait encore Vernon Bogdanor quelques jours avant le vote.

L'ÉCHEC DE DAVID CAMERON

David Cameron (Parti conservateur) a donc perdu son pari. En janvier 2013, espérant contrer le parti UKIP de Nigel Farage et apaiser l'aile eurosceptique de son parti, le Premier ministre annonçait qu'il organiserait un référendum sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne d'ici la fin de l'année 2017 en cas de victoire des Tories aux élections législatives de 2015. Sa réélection à la tête du gouvernement britannique à l'issue du scrutin de mai 2015 était finalement davantage due à sa promesse de référendum qu'à son bilan à la tête du pays.

David Cameron a sous-estimé la vigueur du sentiment eurosceptique comme probablement le discrédit dont son gouvernement fait l'objet. Le dirigeant conservateur n'a pas été aidé dans cette campagne électorale par son homologue travailliste Jeremy Corbyn, qui n'a lui-même jamais été un fervent europhile (il était opposé à l'adhésion de son pays à l'Union européenne en 1975, au traité de Maastricht en 1992, au traité établissant une Constitution pour l'Europe en 2005 et au traité de Lisbonne en 2009) même s'il s'était rangé à la position du Labour en faveur du maintien du Royaume-Uni au sein de l'Union européenne. En outre, le Labour, échaudé par ce qui s'était passé lors du référendum du 18 septembre 2014 sur l'indépendance de l'Écosse, a refusé de faire campagne avec le Parti conservateur. Les partisans du maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne ont certainement trop peu mis en avant les aspects positifs de cette dernière ou les bénéfiques de l'intégration et de la solidarité entre Etats membres au cours de la campagne.

Le chef du gouvernement britannique a annoncé le 24 juin sa volonté de démissionner de son poste à l'automne prochain. « *Je pense que le pays a besoin d'un nouveau dirigeant pour mener les négociations avec l'Union européenne* » a déclaré David Cameron. Le Parti conservateur devrait désigner son nouveau leader lors d'un congrès en octobre ; ce dernier serait nommé ensuite au poste de Premier ministre. A ce jour, Boris Johnson est favori pour succéder à David Cameron, mais d'autres noms circulent.

L'AVENIR

L'article 50 du traité de Lisbonne stipule que l'Etat membre qui choisit de se retirer de l'Union doit notifier son intention au Conseil européen. Par la suite, Bruxelles « *négoce et conclut avec cet Etat un accord fixant les modalités de son retrait, en tenant compte du cadre de ses relations futures avec l'Union* ». Les traités européens cessent d'être applicables à l'Etat concerné « *à partir de la date d'entrée en vigueur de l'accord de retrait ou, à défaut, deux ans après la notification, sauf si le Conseil européen, en accord avec l'Etat membre concerné, décide à l'unanimité de proroger ce délai* ».

200 accords commerciaux vont devoir être renégociés, 80 000 pages de lois communautaires examinées mais les traités européens n'ont rien prévu pour la période spécifique du retrait d'un Etat membre qui peut donc durer plusieurs années. *Quid* du commissaire britannique (Jonathan Hill, commissaire à la Stabilité financière, aux Services financiers et à l'Union des marchés de capitaux, a démissionné de ses fonctions le 25 juin), des 73 députés européens britanniques? Continueront-ils à se prononcer sur la législation européenne alors qu'ils sont appelés à quitter l'Union? Quel sera le calendrier des négociations ? Celles sur l'élaboration de nouvelles relations entre les Britanniques et les Européens seront-elles concomitantes à celles sur le divorce entre Londres et Bruxelles ? Le traité de Lisbonne ne permet pas de répondre à ces questions.

Par la voix du président de la Commission européenne, Bruxelles a cependant demandé que les Britanniques notifient au plus vite leur volonté de retrait pour dissiper l'incertitude des marchés. « *Aussi douloureux que soit ce processus, nous espérons désormais du gouvernement britannique qu'il donne suite à sa décision le plus tôt possible. Tout retard ne ferait que prolonger le sentiment d'incertitude* » a déclaré Jean-Claude Juncker.

Le référendum britannique du 23 juin constitue le troisième échec concernant les affaires européennes en six mois. Le 3 décembre 2015, les Danois rejetaient une participation de leur pays aux programmes

européens de sécurité : 53,1% des électeurs disaient « non » à l'adoption de 22 règles européennes en matière de lutte contre le crime organisé, la fraude financière transfrontalière, la menace djihadiste, le trafic d'êtres humains, la cybercriminalité, l'abus et l'exploitation sexuelle des enfants. Le 6 avril dernier, les Néerlandais rejetaient à 61% le traité d'association entre l'Union européenne et l'Ukraine.

Ces scrutins sapent la légitimité des institutions européennes et des dirigeants nationaux. Ils témoignent du fossé existant entre les Européens et leurs représentants qui semble se creuser au fil des années.

Une réforme et une relance de l'Union européenne sont plus que jamais nécessaires.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.